

Lycéen-ne-s, enseignant-e-s, ouvrier-e-s en lutte : tous ensemble pour affronter le patronat et son gouvernement Hollande !

« Le président des patrons »

On parle beaucoup des reculades de Hollande, le flanby, le mou... Mais cela dépend face à qui. Il est à genoux devant les puissants, mais pour l'instant inflexible face aux travailleur-se-s !

Mai 2012. Promesse de campagne : une loi devait empêcher que des PDG se servent des salaires scandaleux. En mai 2013, le ministre de l'Économie explique que ce n'est pas une bonne idée en sortant d'un recadrage par Laurence Parisot. « *J'ai choisi d'agir dans le dialogue* » dit-il, façon « soft » d'expliquer que c'est le MEDEF qui parle et le PS qui obéit.

Septembre 2012. Le gouvernement envisage de peut-être revenir sur une niche fiscale instaurée par Copé, ce qui augmenterait les taxes sur les plus-values lors de la revente d'entreprises. En quelques jours, après l'agitation de quelques patrons qui pleurent sur Twitter d'être les « pigeons » de l'histoire, le ministre Cahuzac avoue avoir « *commis une erreur* ». Une erreur élémentaire ! Il le sait très bien lui que les riches planquent leur fric en Suisse et à Hong-Kong si on les taxe trop !

Novembre 2012. Alors qu'il jurait juste avant qu'il n'y aurait pas de hausse, le gouvernement augmente la TVA. Il faut dire qu'il vient de mettre 20 milliards sur la table en crédit d'impôts pour la « compétitivité » des employeurs. Il faut bien compenser chez ceux et celles qui ne sont pas employeurs...

Mars 2013. Autre promesse de campagne : la taxe à 75 %¹ qui devait frapper les riches. Mais Hollande a une bonne excuse : le Conseil constitutionnel prétend que cette mesure est inacceptable ! Les institutions de la bourgeoisie fonctionnent bien. Hollande l'appliquera-t-il au moins aux entreprises ? Peut-être, mais peut-être pas aux clubs de football !

Octobre 2013. Le gouvernement renonce à une taxe sur les profits (taxe sur l'Excédent Brut d'Exploitation), après que le MEDEF ait froncé les sourcils.

Au moins un président « progressiste » ?

Accordons-lui d'avoir réalisé une promesse : laisser deux femmes ou deux hommes se marier si elles/ils le veulent. Enfin il y a une troisième personne qui s'invite : il faut que le maire aussi dise « oui » — et l'actualité montre que les réactionnaires n'hésitent pas à dire « non ».

Mis à part cela, l'égalité des droits n'ira probablement pas plus loin. Dès son arrivée au pouvoir, Hollande fait un premier recul : il annonce que, finalement, prendre des mesures contre le contrôle au faciès serait trop compliqué. En janvier 2013 il reporte le débat sur la PMA après les municipales, en mai celui sur le droit de vote des étrangers/ères... Le PS n'ose pas, et laisse le champ libre à la très réactionnaire « manif pour tous ». Quant à la répression sarkoziste, hier dénoncée, elle va comme un gant à Manuel Valls.

Décidément pas le président des prolos !

Quand il s'agit de s'en prendre à la « France d'en bas », Hollande est beaucoup plus ferme. Il est gêné bien sûr de voir des milliers de lycéen-ne-s exiger le retour de Leonarda et Khatchik. Mais il ne lâchera pas. Il est prêt à se courber devant les capitalistes pour qu'ils viennent en France, même si ce sont des vautours comme Maurice Taylor (le PDG de Titan qui veut bien l'usine Goodyear d'Amiens mais sans ses syndiqués), par contre les pauvres sont éjecté-e-s.

Avec l'ANI (accord permettant de travailler plus pour gagner moins, qui s'applique désormais dans les entreprises comme Renault, PSA, etc.) puis la énième réforme des retraites, il est évident que Hollande s'est attiré la colère de très nombreux-ses salarié-e-s. Mais contrairement au MEDEF, nous n'avons pas d'entrée à l'Élysée. Contrairement aux « pigeons », il ne nous suffit pas de râler sur Twitter pour être entendu-e-s. Ou plutôt si, Hollande a très bien entendu les quelques centaines de milliers de travailleur-se-s qui ont déjà manifesté contre lui. C'est pour cela qu'il répète qu'en ces temps de crise, il faut se résigner, il n'y a pas le choix... C'est vrai, quand on

1 Précisons encore une fois : 75 % non pas du revenu, mais de la tranche supérieure à 1 million d'euros...

s'agenouille devant le pouvoir des capitalistes, comme le font l'UMP et le PS, on n'a pas le choix. Sarkozy avait le record d'impopularité à la fin de son mandat, maintenant Hollande le devance après seulement un an et demi. C'est avant tout la conséquence de la crise économique, qui débouche sur une tendance permanente à la crise politique, même si celle-ci n'explose pas encore.

Aujourd'hui le FN se fait hélas passer pour la solution. Mais Marine Le Pen veut seulement repeindre l'exploitation en bleu-blanc-rouge et aggraver encore les expulsions et discriminations contre les immigré-e-s ou leurs enfants. La seule voie anti-système, c'est de regarder en face la lutte des classes et de la gagner. On y verra plus clair quand nous nous mettrons tous et toutes ensemble : les sans-papiers qui font tourner le BTP et les cuisines des resto comme les ouvriers/ères, les précaires comme les fonctionnaires, les retraité-e-s comme les étudiants... Alors on verra bien que les bourgeois comme le Pen et Barjot sont dans le camp d'en face.

Malgré la politique des directions syndicales et du Front de gauche, les luttes se fraient le chemin de l'affrontement avec le gouvernement

La situation actuelle est malheureusement plus brouillée. Dans la colère bretonne et la manifestation de Quimper en particulier, on a vu une majorité de salarié-e-s, de jeunes, et de paysans vraiment en difficulté. Mais il y avait aussi des patrons, la droite et même quelques fachos qui voulaient saisir l'occasion pour faire croire qu'ils ont des intérêts communs avec nous. La meilleure démonstration du contraire, ce sont les salarié-e-s de GAD, Marine Harvest, Tilly Sabco, Doux etc. qui s'opposent aux licenciements et radicalisent désormais leurs actions par des occupations, des actions contre la sous-préfecture, etc. ! Il s'agit maintenant que tou-te-s les travailleurs/ses frappé-e-s par les plans de licenciement suivent l'exemple breton en occupant leurs usines, en multipliant les actions contre le pouvoir, en convergeant dans une grande manifestation commune contre la patronat et son gouvernement. Sans surprise, nous ne sommes vraiment pas aidé-e-s par Mélenchon et la clique à la tête des syndicats qui s'obstinent à couvrir Hollande, à faire croire que l'éco-taxe était une mesure juste et écologique, à diviser les luttes des travailleur-se-s, pour finir par les mépriser². Quand Mélenchon vante les Rafales de Dassault et l'aide à garder sa place de sénateur³, quand il dit « *les investisseurs n'ont pas à avoir peur de mon programme* », il fait bien plus de tort à la lutte des classes que n'importe quel travailleur-se.

De la même façon, la principale organisation syndicale chez les enseignant-e-s, la FSU, dirigée par le Front de gauche et le PS, refuse d'engager l'épreuve de forces décisive avec le gouvernement pour imposer le retrait de la réforme sur les rythmes scolaires. Pourtant, la colère des enseignant-e-s et des parents d'élèves monte et, face aux tentatives de récupération par l'UMP, les appels à la grève se multiplient pour les 13-14 novembre pour mener le mouvement par les armes du mouvement ouvrier. Il est urgent d'aider à l'auto-organisation des enseignant-e-s et d'imposer le front unique des organisations pour aller vers une vraie grève nationale, seule à même d'imposer le retrait.

Alors que les directions syndicales et du Front de gauche ont refusé de mener la bataille sur la question centrale de la rentrée, la contre-réforme des retraites, ce sont les lycéen-ne-s qui ont montré la voie à suivre pour la résistance à ce gouvernement, par un mouvement spontané contre l'expulsion de Katchik, de Léonarda, de tous les enfants sans-papiers et de leurs familles. C'est grâce à ce mouvement que la situation sociale a commencé à changer, qu'un an et demi après l'élection de Hollande a enfin émergé la perspective d'une grande lutte d'ensemble contre sa politique au service des patrons, dans la stricte continuité de Sarkozy. Elle reste à construire certes, mais avec les lycéen-ne-s, avec les enseignant-e-s, avec les travailleurs/ses et les petit-e-s paysan-e-s breton-ne-s montrant la voie à toutes celles et tous ceux du pays, la construction d'un grand mouvement d'ensemble contre Hollande-Ayrault est désormais concrètement à l'ordre du jour.

Ernest Everhard

² Le 2 novembre au matin, Mélenchon déclarait « A Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres ».

³ <http://gauche.blog.lemonde.fr/2012/01/23/ladmiration-de-melenchon-pour-dassault-ce-grand-industriel/>